



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

SOUS-PREFECTURE DE CHATEAUBRIANT- ANCENIS
Pôle cabinet-sécurité et citoyenneté - Section citoyenneté
14, rue des Vauzelles - BP 199 - 44146 CHATEAUBRIANT Cedex
Affaire suivie par M. Franck GERARD/ Mme Fatou GOMIS
Tél : 02.40.81.50.07 / 50.14
Mèl : sp-associations@loire-atlantique.gouv.fr

Le numéro W441001394
est à rappeler dans toute
correspondance

Récépissé de Déclaration de MODIFICATION de l'association n° W441001394

Vu la loi du 1er Juillet 1901 relative au contrat d'association ;

Vu le décret du 16 Août 1901 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi précitée ;

Le Sous-Préfet de Châteaubriant-Ancenis,

donne récépissé à **Monsieur le Président**

d'une déclaration en date du : **27 juin 2017**

faisant connaître le(s) changement(s) suivant(s) :

DIRIGEANTS

dans l'association dont le titre est :

BADMINTON DE CASSON

dont le siège social est situé : Salle des Sports
rue des Ardillaux
44390 Casson

Décision(s) prise(s) le(s) : **22 juin 2017**

Pièces fournies : liste des dirigeants
Procès-verbal

Châteaubriant, le 03 août 2017

Le Sous-Préfet,

Pour le Sous-Préfet
Le Secrétaire-Général

Jérôme HUGAIN

Loi du 1 juillet 1901, article 5 - al 5,6 et 7 - Décret du 16 août 1901, article 3 :

Les associations sont tenues de faire connaître, dans les trois mois, tous les changements survenus dans leur administration ou leur direction, ainsi que toutes les modifications apportées à leurs statuts. Ces modifications et changements ne sont opposables aux tiers qu'à partir du jour où ils auront été déclarés.

Loi du 1 juillet 1901, article 8 - al 1 :

Seront punis d'une amende de 1500 € en première infraction, et, en cas de récidive, ceux qui auront contrevenu aux dispositions de l'article 5.

NOTA :

L'insertion au Journal Officiel des modifications portant sur le titre, l'objet, le siège social d'une association est facultative. Elle ne peut être exigée des tiers car le récépissé délivré par les services préfectoraux fait foi dans tous les cas.

La loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique à la déclaration relative à votre association dont les destinataires sont les services préfectoraux et les services de l'Etat concernés. L'article 40 de cette loi vous garantit un droit d'accès et de rectification. Celui-ci peut s'exercer auprès du préfet ou du sous-préfet de l'arrondissement du siège de votre association, pour les données à caractère personnel concernant les personnes physiques déclarées comme étant chargées de sa direction ou de son administration.